

Conclusion

Quelle que soit la période envisagée, celle de la participation du parti communiste français au Gouvernement, ou celle de l'opposition, « il n'y a pas eu en France le centième de l'action que le parti communiste de 1925 mena contre la Guerre du Rif. En 1953-1954, la campagne a même été plus faible qu'en 1948-1949 ». Ces paroles sévères émanent d'André Marty, qui a tenté, lorsqu'il était membre du parti communiste, de redresser la politique suivie par la direction.

En effet, derrière une phraséologie générale anticolonialiste qui s'étalait largement dans la presse communiste, le parti communiste français n'a pas incité les travailleurs à soutenir le mouvement de libération du peuple vietnamien par des actions directes et suivies. Tout au long de ces sept années, d'autres tâches politiques lui ont semblé prioritaires.

De 1945 à 1947, le parti communiste français, au nom de l'Union nationale, n'a pas voulu rompre la solidarité ministérielle sur le conflit indochinois. Bien plus, en s'efforçant d'empêcher que les colonies françaises ne tombent sous une dépendance étrangère, ce qui aurait pu nuire à l'U.R.S.S., en soutenant l'Union française et en laissant faire la reconquête militaire de l'Indochine par la France, le parti communiste français porte une part de responsabilité dans le déclenchement de la guerre en décembre 1946.

Rejeté dans l'opposition, il fut le seul Parti à réclamer la paix et la négociation immédiate avec le Vietminh. Pourtant, même quand il adopta des positions très dures face au Gouvernement comme en 1952, il n'a pas popularisé ses idées sur la guerre d'Indochine, par une campagne anticolonialiste conséquent. L'absence de tradition anticolonialiste en France a pu jouer contre le développement d'actions de solidarité avec le peuple vietnamien. Mais le parti communiste français, après l'action des dockers, n'a pas tenté de mobiliser ses propres militants et sympathisants, de briser cette passivité par un effort prolongé. C'est de façon délibérée qu'il s'est refusé à toute mobilisation significative. De 1947 à 1954, le principal objectif pour le parti communiste français fut d'affaiblir l'impérialisme américain, en essayant notamment d'empêcher le réarmement en Allemagne. La République fédérale Allemande, considère comme l'alliée la plus proche des Etats-Unis, représentait la principale menace en Europe pour l'Union soviétique. Conformément à la politique extérieure de l'U.R.S.S., le parti communiste français essaya d'influer sur la politique du gouvernement français afin que celui-ci rompe avec la politique atlantique et s'oppose au réarmement de l'Allemagne. Ne pouvant espérer une solution de participation gouvernementale, le parti communiste français organisa des mobilisations reprenant les thèmes de la politique extérieure de l'U.R.S.S. par l'intermédiaire du Mouvement de la Paix. Pour ce faire, il devait briser son isolement, rallier à lui les masses les plus larges. C'est pourquoi il chercha à apparaître comme le meilleur défenseur des intérêts de la Nation. Pour ne pas entraver sa politique de pression sur le gouvernement français et

d'union des forces patriotiques, il mit toujours au second plan la lutte contre la guerre d'Indochine. En privilégiant les intérêts de « sa politique nationale » sur un soutien actif du peuple vietnamien, le parti communiste français a agi conformément à la politique de l'Union soviétique, plus soucieuse de régler les problèmes européens, d'assurer l'équilibre entre l'Est et l'Ouest.

La volonté de l'U.R.S.S. de trouver un compromis avec les Etats-Unis a pesé d'un poids considérable lors de la conférence de Genève. Les révolutionnaires vietnamiens furent soutenus par le mouvement communiste, mais ce soutien ne fut pas sans condition. Il ne devait pas contrarier les intérêts de la politique extérieure de l'Union soviétique. C'est pourquoi les Vietnamiens durent accepter un accord qui reflétait infidèlement le rapport de forces réel entre le Vietminh et le corps expéditionnaire. Ils ont payé le tribut de la coexistence pacifique qui commençait à s'instaurer entre les Grands. Certes, la division du Vietnam était considérée comme provisoire par les signataires des accords de Genève. Mais, en 1956, elle fut de fait reconnue par l'U.R.S.S. qui, au moment où le régime de Diem refusait d'organiser les élections générales, demanda l'admission des deux Vietnam à l'O.N.U.

Il convient aussi de douter de l'affirmation selon laquelle le « cessez-le-feu fut une victoire du peuple français » (*L'Humanité*, 21 juillet.) Certes, l'opinion publique était satisfaite que le conflit soit enfin terminé, mais celle-ci n'a pas manifesté son opposition à la guerre du fait de l'inactivité du parti communiste français. C'est pourquoi on peut affirmer que « le peuple français » a joué un rôle vraiment infime dans le dénouement du conflit. C'est l'action des combattants vietnamiens qui, seule, a forcé le gouvernement français à négocier. Comme il n'y a pas eu de véritable campagne de masse contre la guerre, le parti communiste français, premier partisan de la paix au Vietnam, peut difficilement revendiquer la responsabilité de la victoire du cessez-le-feu.

En 1954, on peut considérer que le peuple français a été peu « concerné » par le conflit indochinois. Après sept ans d'une longue guerre coloniale, aucune tradition de lutte anticolonialiste profondément ancrée n'existe en France, alors que, bientôt, les premiers coups de feu se feront entendre en Algérie.

P.S. — Le Parti Communiste Français et la première guerre d'Indochine a été rédigé dans le cadre d'un travail universitaire. Le style, comme la conception générale de ce qui est devenu une brochure de formation communiste, sont les témoignages des contraintes inhérentes à un tel cadre. Mais inversement n'est-ce pas un signe des temps que l'université, pièce maîtresse de l'idéologie communiste, ait dû faire place à des travaux « engagés » produits jadis uniquement par quelques militants marginaux et ignorés ? Le marxisme révolutionnaire ne dédaigne aucun terrain de lutte et surtout pas celui de l'idéologie. Nous ne sous-estimons pas non plus le plaisir souriant d'acquérir certains diplômes utiles à la survie quotidienne en contribuant par nos écrits — et par les actes dont ils sont indissolubles — à la mise à bas du vieux monde bourgeois et de son université...

Mars 1973

La Commission édition de la Ligue communiste.